

Le Tsunami arabe et ses lendemains

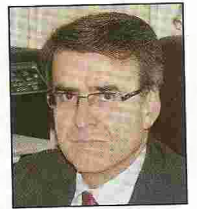
UN ENTRETIEN AVEC ANTOINE BASBOUS

Antoine Basbous est fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes. Il a publié un certain nombre d'ouvrages consacrés notamment à l'islamisme, à l'Arabie saoudite et au Liban.

Dans son nouvel ouvrage " Le tsunami arabe "

(Editions Fayard), il se demande de quoi les révoltes arabes sont-elles annonciatrices.

Il répond ici aux questions de la rédaction d'Information juive



Information Juive : Peut-on affirmer déjà - ainsi que vous le faites - que le tsunami arabe soit le contraire d'un désastre ?

Antoine Basbous : Il est évident que les pays arabes ne pouvaient pas rester éternellement sous la botte de leurs dictateurs et que le changement ne se fait pas sans secousses. Le tsunami a fait déplacer les plaques tectoniques et aura des répliques majeures avant que des régimes, pour le mieux pré-démocratiques, ne s'installent. Mais ces peuples ont besoin de faire leur apprentissage de la démocratie, de mener leur expérience et cela prend du temps. On ne peut pas accéder à la démocratie par décret publié dans un Journal officiel ni en prenant une pilule à l'heure du petit déjeuner. Donc, le tsunami et ses répliques à venir font partie d'un processus qui va atteindre sa maturité et s'établir sous la forme d'une démocratie islamique dans une durée plus ou moins longue, selon les pays. Car il y a des sociétés qui sont plus prêtes que d'autres à adopter le pluralisme, les règles démocratiques, le respect des femmes, des libertés individuelles et des minorités... Pour moi, le tsunami et ses répliques ne seront pas, à l'arrivée, un désastre. Mais il faut être patient.

la même enseigne. Il y a des dirigeants qui ont dévissé en moins d'un mois (Ben Ali, Moubarak), d'autres qui ont résisté pendant 8 à 10 mois (Saleh et Kadhafi) et d'autres encore qui continuent à tuer leur peuple (Assad). Mais ces changements qui se font à chaud, vont dans le sens de l'histoire.

On ne pouvait pas imaginer des peuples soumis à des tyrans sans avoir le droit de s'exprimer, de s'émanciper et d'exister. Moubarak a régné tel un dictateur mais a bénéficié d'une bonne image parce qu'il ménageait les intérêts de l'Occident et d'Israël : que ce soit dans le conflit israélo-palestinien ou dans les enjeux géostratégiques régionaux. Il était le meilleur allié de Tel-Aviv, de l'Europe comme des Etats-Unis. Il a basé sa politique sur un troc de soutien réciproque parce qu'il avait un agenda qu'il ne pouvait pas révéler : celui d'installer son fils Gamal au pouvoir pour lui succéder et il pensait que cela se monnayait par des relations intimes avec Israël et les Occidentaux.

I.J. : Comment, selon vous, vont évoluer la Libye, la Tunisie et l'Egypte ? Ne risque-t-on pas de voir s'installer dans ces pays quelque chose de pire que " l'enfer de Kadhafi " ?

A.B. : Il s'agit de pays très différents les uns des autres. La Tunisie semble pouvoir s'en sortir mieux que les autres parce que c'est un pays ouvert qui a eu grand besoin des devises des touristes et parce que Ennahda, dans sa version officielle, ne semble pas avoir un agenda caché mais apparaît comme un parti attaché au " real islamisme " alors que l'Egypte est tiraillée entre deux forces islamistes : les Frères musulmans qui restent très conservateurs et qui sont doublés sur leur droite par les Salafistes qui représentent la version à l'export du wahhabisme saoudien ou du talibanisme afghan. La rivalité entre ces deux mouvements va tirer les Frères musulmans vers un radicalisme qui les éloignera du " real islamisme ". Or, aujourd'hui ces mouvements qui ont gagné les élections ne peuvent plus dire " l'islam, c'est la solution ", ils doivent trouver de vraies remèdes au chômage et aux difficultés économiques, attirer les touristes, les devises et les investisseurs étrangers pour sortir leur pays de la misère.

Pour ce qui est de la Libye, la situation ne peut pas être pire que sous le règne de Kadhafi. Ce pays a subi un lavage de cerveau de 42 ans et Kadhafi a interdit l'enseignement des langues étrangères pendant 20 ans. De ce fait, les Libyens manquent terriblement d'ouverture, de savoir-faire et d'institutions pour redresser leur pays qui connaît une situation d'apesanteur. La transition ne sera pas forcément facile mais elle est indispensable. Le régime de transition doit profiter de la non-organisation des barons du kadhafisme qui sont en train de profiter de leur fortune à l'étranger, pour s'affirmer et jeter les bases d'un Etat de droit.

I.J. : Le spectacle général que vous décrivez est "cauchemardesque". Pourtant vous placez l'ensemble de votre travail sous les auspices de Giraudoux et de "l'aurore". Moubarak n'avait-il pas raison de dire qu'au moins "il a protégé son peuple de l'extrémisme".

A.B. : L'histoire nous apprend que les changements radicaux à l'issue de révolutions se font très rarement à froid. Et les pays arabes ne sont pas tous logés à

INFORMATION JUIVE Mars 2012 17

INTERNATIONAL

I.J. : Vous semblez penser qu'on retarde la chute d'Assad mais on ne l'empêchera pas. Est-ce à dire que les Russes et les Chinois priveront son régime de leur soutien ?

A.B. : La chute du régime d'Assad est inéluctable. Ce qui est incertain c'est le nombre de morts qu'il va falloir sacrifier et la durée de la guerre d'usure qui va déboucher sur la chute du régime. Assad est en train d'accentuer le clivage confessionnel pour pouvoir justifier la création d'un Etat alaouite en bord de méditerranée d'où son acharnement à réprimer ses opposants. Les Russes, les Iraniens et les Chinois ne pourront pas empêcher la chute du régime mais peuvent la retarder. Car le peuple n'a pas attendu un signal de l'étranger pour se soulever. C'est la colère qui a vaincu le tyran et le peuple n'a plus peur de la répression. Face à ce constat, les Russes et Iraniens n'y pourront rien. Autre facteur beaucoup plus déterminant : c'est l'effondrement de l'économie syrienne

privée des devises des touristes, d'exportation d'hydrocarbures vers l'Europe et qui est saignée par la fuite des capitaux. La situation est dramatique pour le peuple, la famine frappe aux portes, le déficit des services vitaux (essence, mazout, électricité, eau...) et des besoins de première nécessité viennent doubler la violence de la répression.

I.J. : En Syrie, écrivez-vous, l'espoir a le visage de la jeunesse. Qu'est-ce qui peut naître sur les décombres de la Syrie actuelle ?

A.B. : En Syrie comme ailleurs, l'action et l'espoir reposent sur la jeunesse. Mais cette jeunesse qui a brisé le mur de la peur n'a pas de racines partisans structurées à travers le pays. En revanche, des formations nationalistes ou islamistes, peuvent, le jour où les Syriens seront appelés aux urnes, remporter la mise au détriment des jeunes actifs branchés sur les vecteurs d'Internet qui auront fait tomber le régime. Cela s'est passé dans la

période post-révolutionnaire de tous les pays qui ont viré leurs dictateurs.

I.J. : Vous dites que si l'Iran accède à la maîtrise du circuit nucléaire, l'Arabie Saoudite suivra la même voie. On pourrait assister alors à une grande redistribution des cartes dans la région.

A.B. : L'Iran progresse dans la maîtrise du nucléaire et sans doute de son programme militaire. D'ailleurs, pour rentrer dans le club des puissances nucléaires, aucun pays n'y a accès autrement que par effraction. C'est la voie qui fut empruntée par le Pakistan et aussi par Israël... L'Arabie Saoudite ne restera pas les bras croisés en voyant la puissance voisine se doter de l'arme nucléaire. L'Arabie avait financé le programme nucléaire pakistanais et, sans doute, il y a entre les deux pays des accords de soutien. L'Arabie est susceptible d'acheter des têtes nucléaires aussitôt que l'Iran accèdera à la bombe, ce qui fera l'affaire d'un Pakistan désargenté et financièrement aux abois. Cela ne s'arrêtera pas là, la Turquie ne se laissera pas dépasser, elle tentera de construire son propre programme et l'Egypte s'appliquera à progresser dans cette voie bien qu'elle soit désargentée et ne pourra pas consacrer suffisamment de fonds pour y accéder.

I.J. : N'êtes-vous pas sévère à l'égard d'Israël en écrivant qu'il ne pense qu'à gagner du temps. Les Palestiniens n'ont-ils, selon vous, aucune part de responsabilité dans le blocage actuel ?

A.B. : En écrivant qu'Israël cherche à gagner du temps, je pense être juste et pas sévère. Indépendamment de la configuration de la direction palestinienne, Israël n'a jamais envisagé, sauf sous Rabin, un vrai partenariat pour la paix. D'ailleurs, la multiplication des faits accomplis en Cisjordanie et à Jérusalem, tout comme la colonisation qui se maintient au même rythme sous les gouvernements travaillistes, Kadima ou du Likoud, atteste d'une volonté commune de toute la nomenclature israélienne de priver les Palestiniens des bases d'un Etat viable au profit de "bantoustans". On peut même se demander si les dirigeants israéliens ne cherchent pas à installer l'Etat palestinien en Jordanie, déjà majoritairement peuplée par ces réfugiés. Il est évident que les Palestiniens naissent et pas leur cause avec leur complicité et leurs divisions. L'absence de soutien arabe à leur cause ne fait qu'aggraver leur faiblesse.

La pub, c'est pas tout !

Nous vivons dans un monde de la communication.

La mondialisation, l'amplitude des marchés ne permettent plus au "vendeur" (comme sur le "shouk") de montrer sa marchandise, de convaincre l'acheteur de vive voix.

L'objectif de la publicité est de donner envie à la "cible" (mot horrible des communicants) d'acheter le produit. Si la qualité est bonne,

le produit adapté aux besoins du consommateur, celui-ci sera satisfait, conquis, voire soumis.

Dans la communication humanitaire ou sociale, apparaît une difficulté supplémentaire: le donateur n'est pas le consommateur. Ses dons profitent à une personne qu'il ne connaît pas et dont il ne saura vraisemblablement jamais si elle a été satisfaite du service rendu.

Souvent la publicité associative et sociale motive le donateur en lui vendant le sentiment du devoir accompli - devoir qui, par l'intermédiaire du don, est confié aux associations, bénévoles ou professionnelles, qui vantent l'action accomplie.

Mais l'important, ce pour quoi le donateur paie, ce ne doit pas être le sentiment du devoir accompli.

L'important pour la Fondation CASIP-COJASOR, c'est l'efficacité de l'action menée auprès de 20 000 pauvres de la

communauté, la réalité du travail réalisé en faveur des 600 personnes âgées et handicapées logées dans ses établissements, la constatation que sur le terrain, les personnes en difficulté ont un lieu d'accueil et une solution à leurs problèmes.

C'est pourquoi la pub, c'est pas tout !

Elle doit donner l'envie au mécène de mieux connaître l'association qui communique. Savoir ce qu'elle fait concrètement, combien elle aide de personnes, avec quels résultats, sur le long terme ou ponctuellement - et surtout, si l'essentiel des dons est consacré aux buts sociaux de l'association.

Une association dont la communication est trop intense n'utilise pas les fonds à bon escient.

Que les directeurs des publications m'excusent, mais la pub, c'est pas tout, surtout dans le domaine social !

Donateurs, intéressez-vous à l'action réelle des associations que vous voulez soutenir, demandez quelle part est consacrée à la publicité, aux agences de communication et au personnel "chargé de relations publiques"... et quelle part est affectée à l'action sociale et à la solidarité communautaires.

Gabriel Vadnaï
Directeur Général
de la Fondation CASIP-COJASOR